

SCIENCES

Avec plus de 60 000 nouveaux cas chaque année, le cancer du sein est le plus fréquent des cancers en France, et celui qui tue le plus de femmes. Le cancer colorectal, avec près de 48 000 nouveaux cas par an, est le deuxième cancer le plus mortel chez les hommes et le troisième chez les femmes. Le cancer du col de l'utérus se situe au 12^e rang des cancers chez les femmes. Pourtant, un diagnostic précoce permet une diminution de la mortalité pour ces trois cancers, voire d'éviter la maladie pour ceux du col de l'utérus et colorectal. C'est la raison pour laquelle tous trois font l'objet de dépistages organisés au niveau national, gratuit et sans avance de frais. Mais leur mise en place n'est pas encore optimale, montre un état des lieux de Santé publique France (SpF) publié ce mardi à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer.

■ Cancer du sein : trop de dépistages individuels
Seules 50 % des femmes concernées ont participé au programme national de dépistage organisé du cancer du sein (FNDOCS) de 2016 à 2022, loin « de la recommandation européenne de 70 % », note SpF. Mais cette donnée cache une autre réalité : un « niveau élevé » de dépistage « spontané » (des femmes passant une mammographie sur prescription de leur médecin, hors programme national), que SpF estime à 17-18 % sur cette période. La couverture totale dans l'Hexagone atteindrait donc les 60 %. Mais « le dépistage est plus performant lorsqu'il est réalisé dans le cadre du programme organisé » car il offre « une seconde lecture des mammographies » et ainsi « une meilleure qualité » du dépistage et de « l'évaluation de ses résultats », insiste SpF.

Ce recours au dépistage spontané s'observe notamment en Île-de-France et en région Paca, « dans des zones très urbaines », note Stéphanie Barré Prierel, coordinatrice Dépistage des cancers chez Santé publique France. Dans ces zones, des radiologues peuvent avoir tendance à orienter une patiente vers un dépistage spontané – ce qui leur permet de faire des dépassements d'honoraires, notent certains observateurs. « Il serait souhaitable d'avoir des messages plus clairs en direction des professionnels de santé pour orienter les femmes vers le dépistage organisé », tranche Stéphanie Barré Prierel.

SpF pointe aussi « la désertification médicale dans certains territoires, la baisse de l'offre en sénologie et l'allongement des délais de rendez-vous ».

Dépistages organisés des cancers : la France a encore des progrès à faire

Bénédicte Lutaud

Des difficultés d'accès ou d'orientation freinent la participation aux dépistages organisés des cancers du sein, colorectal et du col de l'utérus.



Avec 3 100 nouveaux cas et 1 100 décès annuels, le cancer du col de l'utérus, lié au papillomavirus humains (HPV), reste un problème de santé publique majeur (ici à Perpignan, lors du dernier Octobre rose).

« Il y a une vraie difficulté d'accès à la mammographie, abonde Emmanuel Ricard, délégué à la promotion du dépistage de la Ligue contre le cancer. Des cabinets de radiologie ferment et se regroupent pour investir sur du matériel plus cher, tout en s'éloignant de la population. Résultat : la facturation de l'examen et le coût pour se rendre au centre de radiologie augmentent. Enfin, il faut parfois attendre un an pour obtenir un rendez-vous. Il y a donc des renoncements. »

■ Cancer colorectal : un tabou autour des selles

Le dépistage organisé s'adresse à toutes les personnes âgées de 50 à 74 ans : tous les deux ans, elles peuvent bénéficier d'un test immunochimique fécal quantitatif (FIT), suivi d'une coloscopie si le test est positif. La participation au Programme national de dépistage organisé du cancer colorectal (FNDOCCR) était de 34,3 % en 2021-2022. Un taux « faible, en deçà des recommandations européennes de 45 % », déplore SpF.

« Une part non négligeable de la population fait d'emblée une coloscopie. C'est parfois très lié à une pratique locale de médecins qui la prescrivent directement », remarque Stéphanie Barré Prierel. C'est le cas particulièrement en Corse. Là encore, certains gastro-entérologues peuvent avoir tendance à promouvoir la coloscopie par intérêt économique, soulignent d'autres observateurs. En incluant les coloscopies (hors dépistage organisé), le taux de couverture était proche de 48 %.

Mais le faible taux global de participation s'explique surtout par une médiatisation moindre du programme (pourtant lancé depuis 2008-2009) et par un tabou persistant autour des selles. Un sondage de la Fondation pour la recherche sur le cancer, publié ce mardi, montre qu'en parler reste compliqué pour 54 % des Français de 45 ans et plus, et même 61 % des 45-54 ans. La peur des résultats (57 %), l'embarras (31 %) et le dégoût d'en parler (29 %) freinent le dépistage d'un cancer qui se guérit pourtant dans 90 % des cas s'il est pris en charge tôt. Le dépistage permet en effet de « détecter des adénomes, des petits polypes qui pourront sur de longues années se cancériser. C'est un vrai moyen de détection de tumeurs précancéreuses, à un stade où on peut les retirer sans avoir à faire de chirurgie », insiste Emmanuel Ricard. Lors du recueil des selles, « on ne les manipule pas directement. Le nouveau kit de dépistage est facile, propre, et cela dure cinq minutes. On peut se le procurer chez son médecin, en pharmacie ou via un site de commande en ligne dédié », rappelle Stéphanie Barré-Prierel.

■ Cancer du col de l'utérus : des disparités régionales

Avec 3 100 nouveaux cas et 1 100 décès annuels, ce cancer lié au papillomavirus humains (HPV) reste un problème de santé publique majeur. Recommandée pour les jeunes filles et les garçons entre 11 et 19 ans, la vaccination contre les HPV, étendue en milieu scolaire depuis deux ans, a permis d'améliorer sa prévention. En complément, un dépistage régulier est recommandé pour les femmes de 25 à 65 ans dans le cadre du Programme national de dépistage organisé du cancer du col de l'utérus (FNDOCCU) instauré en 2018.

En 2023, la couverture vaccinale est estimée à 54,6 % (au moins une dose) chez les filles de 15 ans et de 26 % chez les garçons, un taux en hausse depuis plusieurs années mais avec des disparités territoriales importantes. Le taux de couverture du dépistage a quant à lui atteint 59,5 % entre 2020 et 2022, en augmentation mais toujours « en deçà des objectifs fixés par l'OMS (70 % des femmes dépistées à 35 et 45 ans) et du taux de couverture européen du dépistage du CCU acceptable (75 %) », note SpF. Ce dépistage est « très marqué socialement. Les populations défavorisées, plus à risque, ont moins de suivi gynécologique », observe Stéphanie Barré-Prierel. Le dépistage du dépistage organisé a toutefois permis une meilleure participation des femmes plus âgées, moins enclines à y participer. ■

Une initiative originale pour sauver les hérissons, espèce en déclin

Alban Barthélémy

À Genevilliers, mairie et association se mobilisent pour sauver ce petit mammifère, sans renoncer pour autant aux projets d'aménagement.

« Je ne trouve que des déchets ! » En cette froide après-midi d'hiver, ils sont une dizaine à s'activer sur un terrain abandonné de Genevilliers, au nord de Paris. D'ici quelques mois, une école doit être construite sur l'emplacement de cet ancien centre de loisirs. Mais avant le début des travaux, employés de la mairie et bénévoles remuent les buissons à la recherche... de hérissons endormis.

La perte d'habitat, c'est en effet l'une des causes du déclin de cette espèce emblématique de nos régions. Fin octobre, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) classait le hérisson d'Europe comme « quasi menacé », deuxième échelon sur cinq de la « liste rouge » des animaux en voie d'extinction. Les roues des voitures, les clôtures dans les jardins ou encore le manque d'insectes sont également cités parmi les raisons de sa disparition progressive.

« C'est la première fois que nous mettons en place un tel protocole », explique Clément Jardinier, directeur de l'environnement pour la municipalité. L'étude d'impact, réalisée en amont du chantier, indiquait la présence potentielle de l'animal : « Nous aurions pu prendre des mesures conservatoires, en bordant simplement le lieu avec des grilles. Mais cela n'aurait pas empêché les hérissons de passer ! » Propriétaire du terrain, la mairie a fait appel à Erinaceus France, une association disposant

de deux centres d'accueil spécialisés dans le soin des hérissons. L'un dans le bois de Vincennes, à Paris, l'autre à Saint-Denis-d'Orques, dans la Sarthe. Les animaux recueillis à Genevilliers sont ainsi examinés, soignés au besoin durant l'hiver, puis relâchés dans le parc des Chanteraines, quelques kilomètres plus loin. « Cela n'a pas été simple d'obtenir les autorisations nécessaires : comme il s'agit d'un animal sauvage, les règles sont assez strictes », ajoute Clément Jardinier.

Des animaux fragiles qui ne s'apprivoisent pas

Retrouvé lors de la première battue, Amédée se repose au chaud sous une couverture. Sitôt sorti de sa boîte, il se roule en boule et sort ses piquants. « Les hérissons sont des animaux fascinants mais ils sont aussi fragiles, et ne s'apprivoisent pas », explique Manuel de Aguirre, président de l'association Erinaceus. Ils ne sont pas agressifs. S'ils se sentent menacés, ils peuvent néanmoins mordre comme des pitbulls ! »

Après l'avoir endormi avec du gaz anesthésiant, la Dr Anouchka Skatchkovsky, vétérinaire, prodigue à Amédée les premiers soins : l'animal souffre de problèmes respiratoires. « Ce genre de maladie est courante en ce moment, car nous avons eu un été et un automne très humides. Je vois aussi passer beaucoup de juvéniles mal ou pas sévres ; également de nombreuses fractures,

vraisemblablement provoquées par des tondeuses ou des coupe-herbes. » Depuis le printemps dernier, une dizaine de hérissons sont déjà passés par son cabinet, situé à Longjumeau, dans l'Essonne. Un travail rémunéré par l'association, qui se charge également du transport : « Je leur fais un prix, car leur démarche me plaît. Mais 95 % de mon travail, ce sont les chiens et les chats. Je ne pourrais pas financièrement m'occuper uniquement d'animaux sauvages. »

Retraité, Manuel de Aguirre consacre beaucoup d'énergie à la sauvegarde du hérisson. Une tâche pas toujours facile,

malgré la popularité de cet animal : « L'État délègue la sauvegarde de la faune sauvage à des centres de soins, mais il ne nous donne aucuns moyens financiers pour le faire. Il n'est pas non plus facile de trouver des vétérinaires qui acceptent de les prendre en charge. »

Trouver ces petits mammifères n'a par ailleurs rien d'évident : durant l'hiver, ceux-ci hibernent par intermittence, en se camouflant sous des branchages ou des feuilles. Ce jour-là, la battue fait d'ailleurs chou blanc : il faudra revenir. Une petite déception pour la dizaine de personnes mobilisées. « Peut-être

son-t-ils tout simplement sur le terrain d'à côté, mais nous ne pouvons pas y accéder », hasarde Dorian, stagiaire au sein de la mairie. D'ici au début du chantier, d'autres opérations similaires doivent être organisées. Un protocole susceptible d'inspirer d'autres municipalités.

À travers le territoire, ils sont en effet nombreux à se mobiliser pour éviter la disparition du hérisson. L'association Atoupic, dans le département du Cher, a par exemple ouvert une ligne téléphonique : « Nous recevons des appels de toute la France », explique Emeline Dumand, la coresponsable. Si ce n'est pas dans notre secteur, nous renvoyons vers les centres de soin les plus proches. L'objectif, pour nous, c'est que l'animal soit pris en charge. » En 2024, Atoupic indique avoir reçu près de 200 appels et avoir pu prendre en charge 119 hérissons. Elle a également publié un guide, en partenariat avec d'autres associations, pour répondre aux questions les plus fréquentes.

« Si vous trouvez un hérisson dans votre jardin, le message important à faire passer est qu'il n'a pas forcément besoin d'aide. Ce sont des animaux sauvages », insiste Anouchka Skatchkovsky. Certains individus peuvent également être porteurs de maladies : la vétérinaire recommande, avant toute initiative, d'appeler un centre de soin. « Et surtout, d'éviter de leur donner du lait et du pain : ces aliments sont nocifs pour eux. » ■



La Dr Anouchka Skatchkovsky, dans son cabinet de Longjumeau, dans l'Essonne, prodigue des soins à Amédée, retrouvé lors d'une battue.